

U.N.E.F.

11, rue du Caire 75002 - PARIS

RAPPORT d'ORIENTATION

au

61^{eme} CONGRES

de L'UNE F

Nanterre

22-25 Novembre

- 3 -

Cher(e)s Ami(e)s

Cher(e)s Camarades

Je voudrais, en m'appuyant sur les éléments donnés hier dans le rapport d'Activité et dans la discussion qui l'a suivi, sans entrer dans le détail de ce qui fera l'essentiel du travail des commissions cet après-midi, revenir sur quelques questions fondamentales en discussion dans notre organisation, et que notre Congrès doit approfondir et enrichir.

I- NOUS AVONS EN CETTE RENTREE UNE EXPERIENCE DES LUTTES CONSIDERABLE ET UN BILAN D'ACTIVITE TRES RICHE.

A Grenoble, les bibliothèques ferment. A l'initiative de l'Unef, une manifestation unitaire est proposée. 2000 personnes défilent dont 1500 étudiants.

A Toulouse le Restau U est fermé par le recteur. A l'appel de l'Unef et de la FRUF, 2500 étudiants manifestent. Le restau U rouvre le lendemain.

En E.P.S. Paris, l'UER est délébré. A notre appel 2 manifestations rassemblant 90% des élèves de l'UER puis 80% de tous les étudiants d'E.P.S. Paris contraignent Mazeaud à recevoir le B.N. de l'Unef, à débloquer 85 millions pour l'UER.

A Aix-Marseille, contre le coup de force de Fontanet, c'est par notre initiative et notre travail dans le comité antiU3 que sont réunis dans 2 manifestations unitaires 5000 étudiants.

En médecine, contre l'injustice des reçus-collés, un comité de soutien de parents est créé à Paris après avoir contacté le Bureau national de l'Unef. Sur notre initiative, d'autres sont créés à Caen - Bordeaux - Toulouse. Dans cette dernière ville, nos camarades impulsent la manifestation originale de protestation comprenant 30 voitures de reçus-collés, bloquant les rues de Toulouse. Une structure de négociations est mise en place au rectorat.

A Nancy, à notre appel et malgré nos appréhensions, ce sont 1300 étudiants qui manifestent contre l'augmentation des tarifs du CROUS.

En E.P.S., ce sont 90% des étudiants de France qui font grève à notre appel le 19 novembre. 1500 étudiants parisiens et de province manifestent derrière nos banderolles.

A Tolbiac, les fascistes attaquent les étudiants. A l'appel de l'Unef, du MARC, des Etudiants socialistes, et de l'U.E.C., 1000 étudiants se réunissent, décident de se constituer en comité d'amphi. Ils sont 2000 le surlendemain à notre appel pour riposter aux menées factieuses.

En médecine Paris, ce sont 3 manifestations à notre appel qui regroupent les étudiants de fonctions hospitalières, pour en obtenir en nombre suffisant, compatible avec les études.

En Beaux Arts Paris, contre les U.V. de tolérance, contre l'asphyxie des écoles, contre le nouveau statut des écoles d'Art, la grève est déclenchée sous l'impulsion des militants de l'Unef. Tous les étudiants du comité de grève adhèrent au syndicat sur la base de l'expérience. Une journée porte-ouverte est organisée. Elle rencontre un franc succès dans la population. Le 9 novembre, après une manifestation importante, nous sommes reçus à l'Assemblée Nationale. Le décret sur les U.V. de tolérance est abrogé.

A Nanterre hier, suite aux agressions fascistes, 2000 étudiants votent sur notre proposition, une manifestation.

Et j'oublie sûrement, et des villes, et des luttes comme les 1500 étudiants de Strasbourg, qui, à l'appel de l'Unef et de l'U.E.C. ont su réserver à Monsieur Fantanet, l'accueil qu'il méritait lors de sa visite ou ceux de Reims qui ont fait de même pour l'arrivée du nouveau recteur.

Sans triomphalisme, alors qu'il n'y a qu'un mois que les étudiants sont rentrés, oui, nous pouvons être satisfaits du bilan des luttes que nous avons engagé. Partout, il y a la lutte, ce sont les syndiqués, les élus de l'Unef qui ont été à l'initiative d'assemblées générales de l'Unef qui ont été à l'initiative de débats dans les amphis, les T.D. pour fixer les échéances de concrètes dans le déroulement des luttes, les populariser, leur permettre d'aboutir.

Mais ce bilan très riche n'est pas étonnant car il s'appuie sur un mécontentement sans précédent des étudiants.

C'est à l'image du comité des reçus-collés de Paris que d'autres ont été constitués à Toulouse, Caen, St Etienne, etc... Il faut être clair : il n'y aurapas, il n'y aura jamais de grand mouvement national sans que les luttes démarrent partout.

C'est en démarrant, en développant à chaque endroit l'action des étudiants sur leurs revendications que nous créerons les conditions de son élargissement de son passage à une dimension nationale avec le soutien de la population.

II- LA RENTREE UNIVERSITAIRE EST SYNONYME POUR BEAUCOUP, D'ANGOISSE

Pour les étudiants en 1ère année, c'est dès les premiers pas à l'Université, ce monde qu'ils ne connaissent pas encore, l'interrogation quotidienne, l'inquiétude sur l'avenir. Faire face chaque jour aux difficultés. Résoudre la grave question du but, de la finalité des études. Comme l'écrivait l'Express il y a 15 jours en interrogeant un étudiant : "en 3 semaines, j'ai perdu 10 ans d'illusions sur l'Université".

Mais c'est aussi l'angoisse pour ceux de 5ème année, qui terminent leur cursus universitaire et qui ne savent toujours pas ce qu'ils deviendront. C'est notamment le cas de Ceux de CAPES-AGREG pour qui l'avenir peut être déterminé par un demi-point bien souvent arbitraire.

Cette inquiétude se retrouve également chez ceux de 2è, 3è année, confrontés, aux DEUG, confrontés aux barrages successifs, confrontés à la question de savoir s'ils seront ou non dans la charette des 15% d'étudiants qui ne terminent jamais leurs études.

Pour tous, une grande question domine, être préparé à un métier. Toutes luttes engagées à des degrés divers en cette rentrée, être mieux formés pour les apprentis médecins que nous sommes, être formés pour les futurs architectes que nous serons pouvoir enseigner pour les élèves-profs d'éducation physique, c'est bien la même et unique question, celle du métier, de l'avenir professionnel.

C'est cette question déjà qui était au coeur des luttes du printemps dernier.

III- FACE A CE MECONTENTEMENT GRANDISSANT DANS LA MASSE DES ETUDIANTS, TOUT PROUVE AUJOURD'HUI QUE LES CONDITIONS SONT REUNIES POUR UNE GRANDE BATAILLE NATIONALE.

Tout d'abord, parce que dans le pays, un mouvement existe dès à présent, comme en témoigne l'écho rencontré dans la population au mot d'ordre de grève et de manifestation du 6 décembre contre "la vie chère" lancé par les partis de gauche et les centrales de travailleurs auxquelles se sont jointes les organisations de jeunesse et dont les étudiants sont partie prenante par la place qu'y tient l'Unef.

Il nous faut bien mesurer le sens de la grève nationale décidée pour le 6 décembre. C'est la première grève nationale qui a lieu depuis celle qui le 13 mai 1968 rassemblait dans un flot unitaire puissant étudiants et travailleurs tous unis contre la repression et qui traduisait la colère et de mécontentement de la population.

C'est pourquoi nous devons faire de cette journée de grève, la lère grande riposte nationale des étudiants depuis la rentrée.

C'est pourquoi au nom de l'Unef, j'appelle tous les étudiants et tous les étudiants de France à se mettre en grève le 6 décembre contre la hausse des prix, contre les atteintes aux libertés, pour la satisfaction de nos revendications. Une motion sera proposée en ce sens au Congrès afin que nous nous engagions à assurer le succès de plus total de la mobilisation des étudiants de leur participation aux manifestations dans tout le pays.

IV - CAR CE QUI EST EN JEU, C'EST DE REUNIR LES CONDITIONS POUR IMPOSER AU GOUVERNEMENT LA PRISE EN COMPTE DE NOS REVENDICATIONS

Et l'Unef tient là de grandes responsabilités : Pourquoi - on a dit et répété que pour les étudiants la rentrée était difficile, que la question dominante était celle du métier. Or, la réponse du pouvoir, nous la connaissons, c'est celle des DEUG. Ces DEUG que 80% des étudiants rejettent, ces DEUG dont la condamnation a été unanime, tant par les profs que la masse des étudiants, ces DEUG que les luttes, dans la rue et dans les conseils n'ont pu être imposés jusqu'au bout. Le gouvernement a dû accepter que dans l'ensemble du pays, les DEUG prennent la forme d'une simple réduction des anciens diplômes, sans modification de contenu fondamental.

Mais là où ceux-ci ont ou être imposé sous la forme voulue par le ministère, les craintes ressenties par les étudiants s'avèrent justifier qu'on effectue un savant dosage d'unités de valeur, qui aboutit à évacuer l'essentiel du contenu fondamental de la matière, on limite la valeur du diplôme à la faculté qui le produit, on aggrave les conditions d'examens, on vise à éliminer massivement.

Car le gouvernement conserve le même objectif : organiser la sélection qui amènera 50% des étudiants à quitter l'université, dès le 1er cycle.

Éliminer, éliminer encore, c'est là la seule politique de Monsieur Fontanet, et nous ne le laisserons pas faire impunément.

Comment s'y prend-il aujourd'hui ? Faute d'être satisfait par cette mise en place escamotée des DEUG, il prend des mesures de fait, similaires par :

- l'asphyxie financière des étudiants puisque 15% seulement des étudiants sont boursiers et à des taux moyens dérisoires.
- l'aggravation brutale des modalités d'examens comme on a pu le voir à Tolbiac - Paris I, Nice ou Nancy Droit.

- l'étouffement des universités qui amène celles-ci comme à Paris 7 à pratiquer la sélection avant même la rentrée, en refusant d'inscrire des centaines d'étudiants, faute de place.

- par la désorganisation, et l'incertitude des conditions d'études, le manque de locaux existant qui aboutissent par le décongéement à l'éviction des étudiants. Quand on est 70 par T.D. comme à St Denis en octobre, on se retrouve 35 le plus souvent en février, au point qu'à Toulouse, un professeur a recommandé à ses étudiants entassés à 100 dans un amphi de 50 places, de ne pas réclamer de dédoublement de l'amphi puisque ils ne seraient plus que la moitié dans les mois suivants.

C'est également en formant les bibliothèques universitaires comme à Grenoble, Nanterre, Clermont, Poitiers, St Etienne qu'on sélectionne. Essayez de suivre le contrôle continu des connaissances quand la bibliothèque universitaire est fermée et quand chaque livre fondamental - sans parler des autres - coûte en moyenne 50 F. C'est là un sûr moyen d'éliminer les moins argentés, aujourd'hui la grande masse.

Le résultat de cette politique : un seul exemple. A saint-Denis, en 1ère année de droit, sur 750 inscrits, il y en a eu en 1972 70 licenciés moins de 10% en lettres modernes, sur 150 inscrits, 2 licenciés.

Voilà la politique de notre ministre de l'Education Nationale. Et cela doit suffire.

D'autant que les interventions de M. Fontanet sont limitées. Depuis le début de l'année, l'excroquerie verbale comme en témoigne son colloque, ou le recours aux CR comme lors du matraquage des étudiants en médecine de Paris ou l'occupation du centre St Jérôme à Marseille ont constitué ses 2 seules interventions publiques.

J'oubliais une 3ème intervention publique. C'est quand contraint par les luttes des étudiants, il a dû accepter de nous recevoir, il a dû accepter de négocier avec nous, il a été contraint de céder à nos demandes sous la pression des luttes. Car c'est bien de cela qu'il s'agit aujourd'hui.

V - IL FAUT ETRE CLAIR : NOTRE OBJECTIF, C'EST DE DEVELOPPER UN MOUVEMENT SANS PRECEDENT? ENTRAINANT DES CENTAINES DE MILLIERS D'ETUDIANTS DANS TOUTES LES VILLES UNIVERSITAIRES DE FRANCE POUR DEFENDRE NOS REVENDICATIONS, CAR ELLES SONT LEGITIMES, EN S'APPUYANT SUR LA POPULATION QUI EST PRETE A NOUS SOUTENIR CAR ILS LUTTENT POUR DES OBJECTIFS SIMILAIRES.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le développement sans attendre, par et par, de luttes importantes, en leur donnant l'expression la plus large, Et à ce sujet, il faut régler une question qui consiste à opposer luttes

Appeler les étudiants à la lutte à Toulouse, à Nancy ou à Tolbiac, à partir de revendications qui leurs sont propres, n'est-ce pas les conduire à l'échec ? ou être en deçà de la combativité des étudiants ?

Là encore, les exemples de la rentrée le prouvent. C'est sur la base de la grève d'UPI Beaux Arts que le mouvement s'est élargi à la province.

C'est après les manifestations parisiennes d'E.P.S. qu'a été développé le large mouvement de grève nationale du 19 novembre.

VI - POUR MENER A BIEN CETTE TACHE, 3 ELEMENTS INDISSOCIABLES DE L'ACTIVITE DU SYNDICAT :
LE DEVELOPPEMENT DES COMITES D'AMPHIS, L'ELARGISSEMENT DES SERVICES DE L'UNEF;
L'AMELIORATION DU ROLE DE NOS ELUS

a) comités d'amphis

Il n'est pas besoin de théoriser longtemps l'importance des comités d'amphis. D'ores et déjà, la preuve est faite de l'efficacité de leur rôle dans le développement des luttes. Ne prenons qu'un exemple : celui de Tolbiac. Ce sont ces comités d'amphi créés à notre appel, impulsés et animés par nos camarades qui ont permis cette première riposte massive des étudiants du centre Tolbiac. Ce sont eux qui concrètement préparent une journée "grande bouffe" destinée à faire soutenir les étudiants par la population du 13ème arrondissement, à élargir la riposte en la rendant plus solide, plus unie.

Ce sont les comités d'amphis qui, partout où les luttes ont démarré ont permis de l'impulser et de l'élargir à la grande masse des étudiants.

C'est par leur création, par leur impulsion, par leur multiplication que nous créons les conditions de succès aux batailles nationales et locales que nous permettrons aux luttes déjà engagées, d'aboutir efficacement.

On voit donc l'importance de la responsabilité que nous avons.

Prenons l'exemple des DEUG : leur mise en place suscite aujourd'hui de nombreux mouvements de mécontentements dans nombre de facs de lettres, de droit, et de sciences éco, notamment, c'est de notre capacité à en faire dans chaque ville l'affaire de la grande masse des étudiants, que dépend la rapidité avec laquelle ce mouvement pourra avoir une expression nationale. Si un amphi entre en lutte sur cette question, il nous revient d'appeler à la création d'un comité d'amphi qui décidera un tract aux autres étudiants de la fac, une prise de parole dans les autres amphis, des explications à apporter à la population pour obtenir son soutien, des contacts à prendre avec les autres facs, voire les autres villes, susceptibles de venir renforcer le mouvement engagé.

A chaque moment, il nous revient de fixer des étapes à la lutte, de faire des propositions d'action après avoir rassemblé le maximum d'étudiants, d'avancer les lots d'ordre qui seront la base de la négociation. Il faut que chaque matin les syndiqués Unef aient le souci de la proposition qui permettra de poursuivre la lutte. C'est cela diriger la lutte !

Ce n'est pas facile tous les jours, surtout quand on fait, comme nous, l'apprentissage de la direction des luttes.

Car, en effet, il existe des questions.

La volonté des étudiants dès le développement des luttes à leur organisation la plus démocratique possible, aboutit au rassemblement des étudiants dans les assemblées générales, dans les comités qu'ils ne faut, bien évidemment pas opposer aux structures syndicales.

Nous prenons notre place dans ces comités comme l'ont montré les luttes précédentes. Nous faisons la démonstration de notre capacité à animer ces comités. Mais cela renforce encore nos responsabilités.

Car ces structures de luttes que se donnent les étudiants comportent 2 incapacités fondamentales que seuls nous pouvons pallier.

- 1) l'incapacité de donner des perspectives aux luttes engagées.
- 2) L'incapacité à fixer les étapes de la lutte pour empêcher son essoufflement et lui permettre à chaque moment de progresser.

Ensuite, ces structures n'étant pas fixées avec des objectifs et une orientation précise, se pose la question de leur vie démocratique que nous devons permettre.

Enfin, une autre limite tient à ce que comme structure temporaire, ils ne peuvent prétendre à être le porte-parole qui représente les étudiants, qui négocie avec le pouvoir, pour voir aboutir les luttes.

L'Unef reste donc cette organisation indispensable, tant pour l'avouissement des luttes que leur élargissement, que pour impulser ces comités.

On peut dire que la vie des comités dépend directement de la capacité et de l'autorité de l'Unef, du lien existant entre les étudiants et l'Unef.

Et la première garantie de la vie démocratique de ces comités, c'est que les CA UNEF aient eux-mêmes une vie démocratique ; que le lien entre les membres de l'Unef soient plus forts, que le débat dans l'organisation soit plus approfondi et plus large, sans laisser personne de côté, sans jeter d'exclusive sur quiconque, cela, c'est déjà renforcer la vie démocratique à l'Université. C'est en même temps se donner la garantie de l'efficacité de l'action de l'Unef. Quoi de plus efficace pour les luttes des étudiants que 10 membres de l'Unef présents dans un amphi, se battant sur une même orientation, avec des mêmes objectifs. Mais cela, camarades, nous pouvons l'obtenir demain dans toute notre organisation si nous prenons garde à une réelle vie démocratique de notre organisation.

b) Services

On se rend compte depuis la rentrée, que partout où nos services existent et fonctionnent, l'autorité de l'Unef est accrue.

C'est aujourd'hui un débat dans notre organisation. Deux mots donc sur les services car la pratique de ceux qui se sont installés et font bénéficier les étudiants de nombreux avantages prouvent leur nécessité et leur efficacité.

Ces services, ce sont les étudiants membres ou pas de l'Unef qui les organisent. Ils concernent l'ensemble de la vie quotidienne de l'étudiant.

Et dire cela, c'est affirmer qu'il n'est en aucun cas question d'opposer ou de privilégier le développement des services au développement de l'action.

C'est la solution simultanée de ces 2 aspects d'un même problème, qui permettront de vaincre, de faire reculer le pouvoir sur sa politique de sélection sociale.

c) les élus

Deux faits sont à constater concernant la gestion des universités.

1) le rôle, la place, l'audience que rencontrent les conseils, partout où ils ont pris position pour les revendications des étudiants.

Obliger le doyen Castaigne à conduire une délégation d'étudiants en médecine au ministère sur la question des fonctions hospitalières, alors qu'il s'agit d'un père du numerus clausus en médecine, c'est quand même une belle victoire.

2) N'oublions pas que selon son propre sondage, M. Fontanet a dû reconnaître que 8 étudiants sur 10 veulent une véritable cogestion.

Il faut bien l'apprécier, surtout si on mesure que tout est fait pour empêcher la vie démocratique des facultés, tout est fait pour l'étouffer.

Le pouvoir réduit leur rôle, en décidant, contre l'avis des conseils, comme pour les DEUG ou dans leur dos, comme à Aix-Marseille.

Nous, dans les conseils n'avons qu'un seul but : celui de défendre les étudiants, les informer afin d'empêcher la politique du secret d'Etat et des décisions de couloir, leur permettre en s'appuyant sur les luttes d'obtenir des conseils ce qui dépend d'eux.

C'est pourquoi l'Unef lance dès ce matin la grande campagne des élections universitaires, pour permettre aux étudiants d'exprimer partout, leur opposition aux DEUG, aux atteintes aux libertés, à la vie chère, pour qu'ils soient défendus aussi dans les conseils.

Pour que l'Université les prépare à un métier.

Nous ne devons nous fixer qu'un but. Des élus Unef partout pour être les meilleurs défenseurs des étudiants.

Je voudrais conclure sur l'état de l'organisation aujourd'hui.

Nous assistons à un renforcement considérable de l'Unef en cette rentrée.

D'ores et déjà, nous totalisons 40% de cartes supplémentaires qu'à la même époque l'an dernier.

Dans certaines villes comme Orsay, St Etienne, Grenoble, nos camarades ont déjà rattrapé, même dépassé du double leur nombre d'adhérents de juin.

A Paris, nous sommes pratiquement 100% de plus qu'en novembre 72.

Nous pourrions donc être satisfaits. Nous ne le sommes pas ! Car que l'on voit la gravité de ce que vivent les étudiants, les raisons d'entrer en lutte qu'ils ont, leur combativité, et l'efficacité du syndicat, l'efficacité de l'Unef, on mesure mieux toute la place qu'ont à prendre ces dizaines de milliers d'étudiants qui comme nous veulent un métier, ces dizaines de milliers d'étudiants ont participé avec nous aux luttes des DEUG et des sursis, ont manifesté avec nous pour nos frères du Chili, qui avec nous aujourd'hui, manifesteront contre les fascistes, pour les libertés, ces dizaines de milliers d'étudiants qui font quotidiennement l'expérience de l'efficacité du syndicat.

Ces dizaines de milliers d'étudiants que rien ne sépare de nous, ils doivent prendre leur place dans l'Unef.

Et nous devons être conscients qu'ils ne franchiront pas le pas spontanément. C'est à nous de leur permettre de prendre en charge le syndicat, c'est à nous de leur permettre de faire leur Unef, dont ils ont besoin.

C'est ensemble, et eux et nous, que dans l'Unef, nous vaincrons, car c'est le seul chemin pour parvenir à remplir toutes les tâches qui nous attendent, c'est le seul chemin de la victoire de nos revendications.

VIVE LE 61ème CONGRES DE L'UNEF